

GT 22 janvier 2014

Mesures Catégorielles



Inacceptable !

Le 22 janvier s'est tenu le deuxième groupe de travail ministériel sur le volume des mesures catégorielles pour 2014 présidé par Michèle FEJOZ, Directrice des Ressources Humaines.

Dans ce cadre, **la Fédération Solidaires Finances** à fait la déclaration préalable suivante :

«Malheureusement ce second rendez-vous sur les mesures catégorielles s'ouvre toujours dans un contexte de gel du point d'indice, d'une baisse du revenu global, de la hausse de la TVA et des cotisations retraites et de la revalorisation du barème des impôts. Lors du précédent groupe de travail nous avons clairement dit que vos propositions étaient très en-dessous de ce nous attendions et de ce que les agents méritaient.

Aujourd'hui, nous constatons une très légère évolution entre les deux groupes de travail, vous nous proposez ainsi une augmentation d'environ 1 300 promotions entre le groupe de travail du 19 décembre 2013 et celui d'aujourd'hui. Mais, nous constatons surtout une baisse d'environ 1 200 promotions par rapport à 2013. C'est ce que nous avons pu calculer en jonglant avec les documents de travail fournis pour le précédent GT et celui d'aujourd'hui dans lequel n'apparaît plus hélas, le nombre de promouvables.

*Mais cela n'est pas le plus grave !. Ce qui pour **Solidaires Finances** est révélateur c'est que de 3 699 promotions en catégorie C en 2013, nous tombons à 2 280 soit 1 419 promotions en moins pour cette seule catégorie.*

*Vous le savez, et nous vous le réaffirmons, **Solidaires Finances** est opposé au principe des ratios pro-pro. Ce que nous constatons dans votre option c'est que c'est bien la baisse des taux qui influe sur la baisse du nombre de promotions, et non la baisse du nombre d'agents promouvables et ce, toutes catégories confondues.*

Concernant la catégorie C, et sans tomber dans le misérabilisme, au vu des chiffres nous pouvons en déduire que le ministère fait payer à ses agents, une réforme qui lui a été imposée par la Fonction publique confrontée à la nécessité de revoir toute la grille du C devenue incohérente. De là à penser, que le ministère veut « récupérer l'argent » du coût de cette réforme, il n'y a qu'un pas et nous le franchissons.

*D'ores et déjà, **Solidaires Finances** vous demande un relèvement de l'ensemble des taux pour retrouver à minima ceux de 2013.*

Solidaires Finances réaffirme sa revendication d'une carrière linéaire revalorisée pour l'ensemble des catégories et la réduction dans un premier temps du nombre de grades et donc des barrages statutaires imposés actuellement. En effet, les agents à l'intérieur des catégories B et C effectuent le même travail et les statuts particuliers ne prévoient pas de différences de fonctionnalités entre les grades.

Dans toutes les directions, et dans un contexte de réductions budgétaires des moyens et des effectifs, les agents sont confrontés à des réformes structurelles et autres réorganisations tous azimuts, dégradant chaque jour un peu plus leurs conditions de travail. En refusant de mettre en place un véritable plan de promotions, vous persistez à ne pas vouloir reconnaître leur engagement collectif et personnel, leurs qualifications et leurs technicités pourtant largement reconnus, en interne comme en externe.

Solidaires Finances exige donc, dès maintenant, une très nette amélioration des propositions. Vous vous devez, dès aujourd'hui, de les mettre sur la table.»

En réponse aux diverses interventions des fédérations, l'administration a indiqué que ces mesures catégorielles (ratio pro-pro) devaient être validées au niveau interministériel dans la perspective d'obtenir une certaine homogénéité des taux entre les différents ministères. Elle a précisé que les taux actuels à Bercy «*sont assez supérieurs à la moyenne interministérielle*». Ajoutant que les taux proposés étaient susceptibles d'être modifiés à la baisse par le contrôle budgétaire dans le cadre de l'harmonisation qui devra se faire avant publication de l'arrêté.

Pour **Solidaires Finances**, l'harmonisation par le bas des taux de promotion est une nouvelle illustration de la politique de rigueur et d'attaques du Gouvernement contre les fonctionnaires. L'administration oublie que les taux de promotions en vigueur à Bercy sont le résultat de luttes antérieures menées par les agents.

Concernant plus particulièrement la catégorie C, la baisse des taux, au regard des documents de travail, s'approche de 40 %, ce qui pour nous est totalement inacceptable. Nous exigeons a minima le maintien des taux de 2013 en rappelant néanmoins que ceux ci étaient déjà en baisse de 50 % par rapport à ceux de 2012. Ce que nous avons dénoncé.

Pour **Solidaires Finances**, il serait beaucoup plus pertinent de rendre linéaire les carrières, comme nous le revendiquons. L'administration ferait des économies substantielles : coûts des préparations aux divers concours et examens (réservations de salles,...) auxquelles s'ajoutent ceux induits par la tenue des CAP. Tout ceci conduit, en baissant les taux de promotions, à rendre de plus en plus cher chacune d'elles : en catégorie C les agents ne gagnent en moyenne que 2 points d'indice soit environ 9,20 €.

Après une suspension de séance, **Solidaires Finances** et la CGT Finances, devant le blocage de l'administration et son refus de prendre en compte nos demandes ont décidé de suspendre leur participation à cette réunion.

Pour la troisième fois en deux semaines nous nous trouvons confrontés aux refus de l'administration de répondre à nos demandes et de prendre en compte nos revendications.

Pour **Solidaires Finances**, ces trois réunions ne sont pas à dissocier les unes des autres. Bercy va à nouveau connaître de grands bouleversements structurels - «**cf. projet de mutualisation des fonctions supports**» (réunion du 17 janvier) - pour lesquels, l'administration veut mettre en place, et avant même de discuter de la finalité de ses projets, «**un dispositif d'accompagnements des réorganisations**» (cf. la réunion du 9 janvier). Mais l'administration n'entend pas, pour autant, reconnaître les qualifications, la technicité, les efforts des agents confrontés à des réductions massives d'emplois (cf. la réunion de ce jour).

